

A 18 mois de la Conférence de Paris sur le climat (29 juin 2014)

Loin d'être strictement personnel ce qui suit n'est qu'un point de vue, même si certains pourraient y voir une expression de la pensée correcte. N'étant pas, nous-même, en mesure d'arbitrer entre les spécialistes du GIEC et ceux qui, aujourd'hui encore, le contestent, nous considérons que le jour, encore lointain, où les spécialistes seront enfin unanimes il sera sans doute trop tard pour vouloir sauver le climat que nous connaissons. N'est-il alors pas préférable de mettre en œuvre, dès maintenant, dans un souci moral, de responsabilité et d'économie, sans aucun esprit dogmatique ou idéologique, une recherche déterminée de sobriété dans la consommation des ressources et d'efficacité énergétique ?

Le changement climatique : voilà 50 ans qu'on en parle

Avec la récente publication des 5èmes rapports du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts de l'ONU sur l'évolution du climat) on a assisté au déferlement habituel d'articles et reportages annonçant que le dérèglement climatique conduirait à une apocalypse plus rapide et plus grave que prévu, gare aux dégâts (pénurie d'eau, pénurie alimentaire, baisse de rendement des récoltes, inondations, incendies, maladies) si on persiste à ne rien faire...après 15 jours, l'affaire semblait cependant oubliée.....comme si l'opinion publique s'en désintéressait.

La situation est cependant bien différente de celle de 2010 où, après la conférence de Copenhague de décembre 2009, le message du GIEC très clair et tonitruant des 4èmes rapports s'était quelque peu brouillé par la révélation de graves erreurs dans ses travaux, du manque d'intégrité de différents scientifiques et par la contestation, voire le dénigrement, dont le GIEC était l'objet de la part d'une petite partie du monde scientifique. Il était alors permis à l'*honnête homme* de s'interroger : le réchauffement climatique est-il une réalité, un fantasme ou tout simplement une vaste fumisterie ? D'autant que, dans le même temps, les gens n'étaient pas rares qui soulignaient à quel point le monde moderne avait permis des progrès dans de nombreux domaines : augmentation de la longévité, amélioration de la qualité des soins, de l'hygiène, du niveau de vie...pour conclure qu'il ne fallait pas contraindre la consommation d'énergie.

Aujourd'hui les propos du GIEC sont plus solennels, plus mesurés sans doute car la dramatisation et le langage alarmiste et anxiogène des précédentes éditions se sont avérés contre-productifs. Les contempteurs d'antan se font plus discrets et les critiques moins violentes et, semble-t-il, mieux tolérées. Néanmoins le rythme du réchauffement s'est ralenti, voire arrêté pour ce qui est de l'hémisphère nord, au cours des 15 dernières années – alors qu'aucune explication tout à fait convaincante n'ait été fournie de ce phénomène – et pourtant les messages du GIEC sont de plus en plus clairs. C'est que, en quelques années, les prévisions sont, pour certaines devenues, réalités et que les conséquences du dérèglement climatique deviennent, peu à peu, manifestes : fonte des glaces, hausse du niveau de la mer, hausse des températures (atmosphère et océans), migration de certaines espèces, fréquence accrue d'évènements extrêmes, changement des régimes de précipitation. L'avenir dont on nous parle depuis une cinquantaine d'années est donc bien en train d'arriver.

Le débat évolue et quitte progressivement le terrain scientifique (le phénomène est-il d'origine humaine ou non ? Les émissions de CO₂ sont-elles la cause principale ou la conséquence de celui-ci ?) et se porte vers un terrain plus concret : comment atténuer les effets du dérèglement climatique ? Comment s'en protéger ? Comment s'adapter (ou atténuer les effets) ? Ici il faut comprendre s'adapter (c'est-à-dire agir) en prévision d'évolutions à venir et non pas s'accommoder de changements déjà survenus (soit réagir) !

Depuis la conférence de Copenhague de 2009, achevée sur un accord contesté, bâclé, mal formalisé et non contraignant, mentionnant un objectif imprécis de limiter à 2°C le dérèglement – tous défauts corrigés un an plus tard à Cancun – les choses ne se sont pas améliorées. Contrairement à ce que beaucoup feignent de croire, il s'agit bien avec ces 2°C d'un objectif commun de l'ONU et des Etats et non pas une recommandation du GIEC. Même si certains pays,

volontairement ou non, ont réduit leurs émissions de gaz à effet de serre, d'autres ont laissé filer les choses de sorte que globalement le diagnostic est maintenant plus sévère : aujourd'hui ce serait plutôt une hausse de l'ordre de 3 à 4°C à quoi il faudrait s'attendre pour la fin du siècle. Bien que le GIEC laisse encore entendre qu'il ne soit pas totalement impossible de respecter l'objectif de 2°C, personne cependant ne le croit tant cela paraît maintenant hors d'atteinte.

Par ailleurs la concentration de CO₂ a atteint 400 ppm (parties par million de dioxyde de carbone) dans l'atmosphère de l'hémisphère nord en avril 2014, un chiffre jamais atteint depuis des millions d'années ; la hausse est de plus de 2 ppm par an alors que les spécialistes proposent de tout faire pour ne pas dépasser 450 ppm si possible et en aucun cas 500 ppm à la fin du siècle. En fait, entre 1992 et 2012, soit en 20 ans les émissions ont augmenté de 50%, on est donc loin de la réduction d'un facteur 4 d'ici 2050 attendue pour les pays développés : le monde, pris dans sa globalité, n'a pas encore pris le bon chemin puisque malgré l'accord de Kyoto il n'y a pas eu réduction des émissions de gaz à effet de serre mais accélération des émissions.

Le temps n'est plus aux palabres, il faut agir

Comme on le pressent d'après le panorama très général brossé ci-dessus, il y a une évidente nécessité de gérer rapidement le problème au plan mondial, mais comment mettre d'accord quelques 195 pays si différents, aux intérêts et aux contraintes si diverses. Par ailleurs chacun comprend bien que plus tard la lutte pour sauver le climat se mettra en place et plus cette lutte sera difficile et coûteuse et, circonstance aggravante, plus la hausse des températures se stabilisera à un niveau élevé +3° ou 4°C, voire +5,5°C avec des conséquences de plus grande ampleur.

Il faut donc agir sans attendre et de fait beaucoup de spécialistes, diplomates, missi dominici s'affairent de par le monde pour préparer la Conférence climat 21 (COP 21) qui se tiendra à Paris en décembre 2015 avec pour objectif d'en faire un succès et d'effacer le fiasco de Copenhague.

Indépendamment de la logistique d'une énorme *machine* de plusieurs milliers de délégués (25000 selon certaines informations), de dizaines de chefs d'états, d'un millier de journalistes et de milliers de lobbyistes (ONG et autres) il est indispensable que tous aient suffisamment préparé la recherche d'un consensus avant la conférence. Ceci sera a priori très difficile :

- Le président Obama est lui-même favorable à la lutte contre l'effet de serre, ainsi qu'en témoignent les actions qu'il tente pour contrer les émissions de CO₂ et de polluants via, par exemple, des révisions de normes fédérales visant au déclassement des vieilles centrales à charbon. Mais il ne contrôle pas son Congrès où les Républicains sont majoritaires or, bien que les preuves du dérèglement climatique s'accumulent, le déni du dérèglement chez ceux-ci va s'amplifiant, une grande partie des électeurs ne voulant toujours pas remettre en cause son mode de vie ;
- La Chine reste elle très favorable à la lutte pour la préservation du climat mais s'oppose à toute idée de vérification de respect de ses engagements et s'accroche toujours au statut de *pays émergent* qui lui a été reconnu à la conférence de Kyoto (1997) et grâce auquel aucun effort ne lui est imposé depuis cette date ! La Chine n'est pas seule dans ce cas : l'Inde, le Brésil, l'Indonésie et d'autres sont aussi des émergents qui tiennent à le rester, on les comprend sans peine, ...mais comment compenser un tel poids et un poids qui va croissant chaque année ? Aux dernières nouvelles la Chine indique qu'elle envisagerait de bloquer ses émissions au niveau qui serait atteint en 2016, rien d'évoqué en ce qui concerne une diminution !
- L'Australie et le Canada, deux pays largement développés, ont décidé de s'épauler pour refuser toute mesure contre le changement climatique qu'on voudrait leur imposer aux dépens de leur économie.

- L'Europe elle-même, l'éternel bon élève de ces conférences depuis 20 ans, n'a pas encore arrêté sa position sur le Paquet Climat 2030 ; elle y parviendra sans doute mais risque encore une fois d'être bien isolée...sans réel pouvoir d'entraînement et au risque d'être seule à s'engager à des efforts douloureux.

Bref on ne peut guère imaginer que, dans 18 mois, tous les pays, à part l'Europe, soient prêts à s'engager sur les réductions des émissions de gaz à effet de serre en termes globaux absolus...certains s'engageront sans doute à des *efforts* en acceptant des objectifs de diminution des émissions par habitant ou par unité de PIB par exemple, des efforts allant dans la bonne direction pour autant que des développements débridés de la démographie ou de l'économie ne viennent pas tout déséquilibrer et anéantir tout *effort*.

Pourtant il y a urgence

Le lent réchauffement de la planète est à l'œuvre, il faut donc s'en préoccuper, c'est l'objet de la future Conférence de Paris pour laquelle beaucoup de gens travaillent. Il y a à l'évidence une prise de conscience du problème de la part de nombreux décideurs mais la lenteur avec laquelle les décisions sont prises (ou pas prises) et la faiblesse des actions lancées font qu'il est permis de penser que beaucoup de décideurs n'ont pas encore pris la juste mesure des défis qu'il faut affronter et sont vraiment conscients de l'urgence qu'il y a à traiter le problème :

- Révolution énergétique de façon à réduire de façon drastique les émissions de gaz à effet de serre dont 35% proviennent de la production d'énergie, 24% de l'agriculture, 21% de l'industrie, 14% des transports, et 6% du bâtiment ;
- Réduction de la consommation d'énergies fossiles ou carbonées (charbon, fuel et gaz) c'est-à-dire consommer moins ;
- Amélioration de l'efficacité énergétique (processus industriels, chauffage, transports,...) c'est-à-dire consommer mieux ;
- En clair tout cela signifie vivre autrement ;
- Lancement de programmes de recherche pour réaliser la captation du CO₂ à la source dans les installations très consommatrices de ressources carbonées et assurer ensuite le stockage du CO₂, appelée séquestration ;
- Reforestation, taxe carbone etc.

Comme on le voit de cette longue, mais incomplète énumération, les défis sont globaux : il s'agit de repenser toute la société, les modes de vie, les systèmes de production...sans empêcher les pays pauvres de se développer, les populations défavorisées d'améliorer leur niveau de vie...tout en conciliant protection du climat, de l'environnement et développement en recourant à des énergies peu chères et sans interdire la recherche de la croissance...mais d'une croissance durable.

La tâche est titanesque : il n'est donc plus temps de tergiverser

Le GIEC recommande de tout faire pour éviter, le plus vite possible, de brûler les énergies fossiles et préconise de recourir – dans l'ordre – à l'énergie éolienne, l'énergie nucléaire, l'hydraulique, le solaire et la biomasse, l'éolien et le nucléaire étant les moins carbonées 12g de CO₂ par kWh produit contre 920 pour le charbon. Le GIEC va jusqu'à préciser que les énergies hydraulique et nucléaire sont les plus sûres, affirmation surprenante étant donné le grand nombre d'écologistes parmi les experts du GIEC.

La mention du nucléaire en bonne place dans cette liste est une grande nouveauté encore que cette mention soit assortie de réserves soulignant le parti pris ou la méconnaissance des auteurs. Même avec ces réserves, cette mention n'est évidemment pas appréciée de tous, les pétroliers et les Verts notamment.

Les ministres de l'énergie du G7 réunis le 6 mai à Genève ont, dans une déclaration commune signée, préconisé le développement des énergies pauvres en carbone, renouvelables et nucléaire dans les pays qui l'acceptent. Signataire pour la France : le ministre de l'écologie.

Espérons que les rédacteurs de la loi sur la transition énergétique sauront se rappeler qu'on ne peut pas tout faire à la fois : se passer des fossiles, sortir du nucléaire et développer les renouvelables.

Le futur accord sur le climat ne devrait pas ressembler à l'accord de Kyoto de 1997 qui fut un succès politique initial avant de tourner court avec le refus américain de le ratifier; le système fut en définitive peu efficace et fondamentalement injuste.

Souhaitons que la Conférence de Paris 2015 soit un succès, mais ce ne sera vraisemblablement pas le succès FINAL...il y aura plus tard d'autres conférences sur le climat !

L'enjeu est mondial commun à l'ensemble des peuples et à l'ensemble des pays : il s'agit en définitive d'établir le cadre général d'une révolution économique où une coopération internationale sans précédent comportant une part de solidarité entre états et non de concurrence à tout va comme c'est généralement le cas aujourd'hui On retrouve là des notions d'éthique et de morale. Réussir ce défi est essentiel car manquer l'objectif pourrait à terme engendrer des conflits.

Bernard LENAIL